

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 9 mai 2022.

Totalitarisme. Les assassins de masse sont au pouvoir.

Vidéo. Le Scandale du Rivotril - Décoder l'éco 10 mai 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=E2I6Q9wyWf0>

JC – Macron, Castex, Vèran entre autres, à classer parmi les barbares d'Al-Qaïda, Daesh, les néonazis d'Azov...

Un aveu. Comment ils vous empoisonnent légalement par milliards.

Attention, consommer cette boisson réduirait votre espérance de vie - Yahoo 9 mai 2022

Avec la montée des températures, vous rêvez d'un verre de Coca-cola, de 7 Up ou d'Orangina bien frais ? Gare aux effets néfastes pour l'organisme. Plusieurs études suggèrent que la consommation régulière de boisson gazeuse aromatisée est associée à un vieillissement cellulaire accéléré.

La dernière en date a été publiée dans Current Nutrition Reports en septembre 2021. D'après les auteurs, les boissons sucrées favorisent l'inflammation chronique, le stress oxydatif et le déséquilibre de la flore intestinale. Or, toutes ces pathologies favorisent le vieillissement accéléré. "*La consommation de boissons sucrées a des conséquences néfastes sur la santé des personnes vieillissantes, à cause notamment des maladies cardiovasculaires, du diabète et du cancer*", résumant les chercheurs. Yahoo 9 mai 2022

Au lieu de se projeter en avant, on cherche toujours à nous tirer en arrière...

Les scientifiques ne sont pas plus crédibles que nos gouvernants ! par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 10 mai 2022

<https://www.mondialisation.ca/les-scientifiques-ne-sont-pas-plus-credibles-que-nos-gouvernants/5667976>

JC - Un excellent article qui toutefois présente un biais ou se termine en eau de boudin comme toujours.

- "*En démocratie, c'est le peuple qui commande et c'est l'État qui obéit*".

Pouvez-vous nous fournir le nom d'un seul pays dans le monde où le peuple commanderait à l'Etat, personnellement je n'en connais pas.

Vous vous trompez totalement, vous opposez la démocratie à la théocratie ou un pouvoir démocratique à un pouvoir antidémocratique, alors qu'en réalité il n'existe pas de pouvoir démocratique, et c'est très facile de le démontrer. Car voyez-vous, s'il existait un régime démocratique on ne voit pas pour quelle raison la majorité du peuple irait adopter des lois qui seraient contraires à la démocratie ou tout simplement à ses intérêts, cela n'aurait pas de sens ou serait stupide.

Il faut être enclin à une profonde confusion pour affirmer que la démocratie aurait été réalisée quelque part dans le monde, à moins que cela relève d'une imposture ou une escroquerie politique dont tous les chefs d'Etat de la planète se réclament ou qu'ils entretiennent soigneusement, et pour cause.

La démocratie ne pourra pas exister aussi longtemps que le peuple ne disposera pas de tous les pouvoirs, autrement dit aussi longtemps qu'il n'y aura pas eu un changement de régime politique et économique, puisque c'est la condition indispensable à remplir pour qu'elle puisse s'exercer librement.

Et encore, pour que le peuple soit en mesure de se prononcer librement sur toutes les mesures qu'on lui soumettrait ou qui concernerait son destin, l'orientation de la société, etc. faudrait-il que l'Etat lui en fournisse les moyens ou qu'il fasse en sorte que le peuple acquiert la capacité d'assimiler les connaissances que l'Etat mettrait à sa disposition, ce qui ne pourrait évidemment pas se réaliser du jour au lendemain, et explique pourquoi avant que le peuple soit véritablement en mesure d'exercer pleinement la démocratie, c'est le gouvernement ou le parti qui se sera emparé du pouvoir au cours d'une révolution qui sera temporairement chargé d'incarner les besoins ou les intérêts du peuple ou d'exercer la démocratie en son nom.

La démocratie ne peut pas exister spontanément, puisqu'elle requiert des bouleversements sociaux en profondeur qui ébranlent les fondements économiques et politiques du régime et des institutions en place, par conséquent elle ne peut être que le produit d'un processus révolutionnaire...

Récemment plusieurs articles publiés par différents médias dits alternatifs ont démontré que le fascisme avait non seulement précédé le nazisme notamment en occident, un lieu commun, mais qu'il s'était développé dès la fin du XIXe siècle ou au début du XXe bien avant Mussolini ou 1922. En réalité, il faudrait remonter beaucoup plus loin en arrière, et on découvrirait que la barbarie ou l'état sauvage qui jadis caractérisait les rapports entre les hommes n'avait jamais réellement disparu sous la féodalité, puis la société dite moderne, avec ses guerres incessantes le capitalisme en fait la démonstration quotidiennement depuis son avènement.

Cela signifie que l'avènement de ce qu'on a appelé pompeusement la civilisation humaine n'avait pas supprimée l'exploitation de l'homme par l'homme et la barbarie qui est son pendant, elle s'était juste dotée d'une législation pour la maquiller, un vernis démocratique pour la cautionner si nécessaire, permettant aux gouvernants d'y recourir arbitrairement, soit contre leur propre peuple, soit pour en dominer d'autres par la force, les armes ou la guerre.

Il faudrait qu'on nous explique, comment la démocratie qui incarne le pouvoir de la majorité du peuple pourrait exister, quand c'est une infime minorité qui détient le pouvoir économique. Ce qui se passe en réalité, c'est que ceux qui gouvernent se servent du pouvoir politique qu'ils détiennent pour servir les intérêts économiques de cette minorité (de capitalistes), donc ils ne peuvent pas à la fois servir les intérêts du peuple, c'est l'un ou c'est l'autre, c'est aussi simple que cela.

La démocratie, c'est comme la république, il faudrait toujours préciser laquelle, bourgeoise, capitaliste, pour les riches, les exploités, les banquiers ou les rentiers, puisque c'est bien de cela

qu'il s'agit. Il n'y a pas d'argent pour l'école ou l'hôpital destiné au peuple, mais il y en a toujours pour la guerre destinée à enrichir les actionnaires du complexe militaro-industriel-financier, par exemple. Si on omet cette précision et qu'on réclame davantage de démocratie, que fait-on sinon se rendre complice du régime en place faussement caractérisé de démocratie.

Tous ces articles et discours sur la démocratie sont démagogiques, ils induisent en erreur ceux sur lesquels ils exercent une influence. Ils ne posent pas les bonnes questions ou ils servent à éviter de les poser, pour ne pas en arriver à la conclusion que le capitalisme est irrémédiablement incompatible avec la démocratie et qu'il faut s'en débarrasser.

Mais tout de même on nous rétorquera, le capitalisme s'est doté d'institutions où la démocratie s'exerce, certes de manière déformée, on ne peut pas le nier. La question n'est pas de le nier ou pas, car ce serait déjà une concession à cette imposture, elle réside dans le fait que la démocratie ne peut se concevoir qu'à partir du moment où on la situe dans une perspective politique qui permet de la mener à son terme ou de se réaliser pleinement, ce qui passe par une révolution politique.

Le régime soi-disant démocratique en place sert à pérenniser l'exploitation et l'oppression du peuple par une poignée d'oligarques ou de capitalistes, à couvrir ou justifier tous leurs abominables crimes de masse ou guerres à travers le monde, et parce que tout le monde ou presque tend à l'oublier, il faudrait s'en accommoder. Voilà ce qu'on nous explique en guise d'ignorance ou de bonne conscience, que je considère monstrueux quand on pense aux souffrances que des milliards d'hommes, femmes et enfants doivent endurer quotidiennement, une telle compromission est intolérable, il faut la dénoncer et la combattre au nom du socialisme.

On m'accusera de diaboliser injustement ou idéologiquement le régime en place, alors qu'il existe de bons patrons, de braves policiers ou militaires, de courageux magistrats, ben voyons, d'honorables oligarques ou banquiers philanthropes pendant qu'on y est, qui consacrent une partie importante de leur immense fortune au bien-être, à la santé, à l'éducation, bref, au bonheur des peuples, passant sous silence après avoir contribué à leur malheur en ayant réalisé leur fortune au détriment de leurs besoins sociaux, avec ce genre de discours démagogique sur les bienfaits de la démocratie on atteint là le niveau zéro de la conscience politique.

L'auteur de cet article nous dit qu'en Occident pour "*garder la main sur la gouvernance mondiale, la pratique du mensonge est devenue habituelle. Il est devenu impossible de séparer l'ivraie du bon grain ; il est devenu inutile de chercher un seul endroit en occident qui ne serait pas corrompu par le mensonge ! L'occident et son empire totalitaire orwellien est le territoire du mensonge, il se caractérise par le mensonge : l'occident est menteur, en lui règne le mensonge. Cette perversion fait la pluie et le beau temps. Or, le mensonge n'est pas possible sans le « père du mensonge » qui le fait exister sur tous les plans ; il n'est pas possible sans celui qui est « menteur dès l'origine », sans la Bête qui l'inspire !*"

La "*Bête qui l'inspire*", je viens de la désigner, mais lui passera à côté du « *menteur dès l'origine* », le système économique capitaliste qu'il faut éradiquer de la surface de la Terre. Demandez donc ce qu'en pensent ceux qui se réclament de la démocratie, de la république, du progrès social, de l'écologie, de l'anti-impérialisme, du féminisme, de l'antifascisme, de l'antiracisme, du pacifisme, de la liberté d'expression, du nationalisme, etc. à tous ces gens qui se disent de gauche, aux ONG, aux associations humanitaires, etc. comme c'est beau tous ces humanistes animés de si bonnes ou généreuses intentions, mais vous constaterez qu'ils y sont tous opposés, et cette contradiction ne leur effleurera même pas l'esprit tant leur cerveau est corrompu par l'idéologie de la classe dominante.

Pour eux, ce n'est pas la société ou les rapports sociaux qu'il faut changer, mais les hommes qu'il faut convertir aux vertus miraculeuses du capitalisme, au moment où ce dernier s'identifie avec un régime néonazi, car il n'y a rien qui rapporte le plus que la guerre, quelle aubaine, au nom de la démocratie, s'il vous plaît !

Tout ce qu'on vous impose de plus insupportable, cruel ou franchement dégueulasse porte le seau sacré de la démocratie, devant lequel tout le monde se prosterne en chœur aveuglément, hypocritement ou par lâcheté croyant encore qu'elle vous protégera, en vain autant le savoir ou se demande bien de quoi, d'une terrible dictature, trop tard, elle est déjà en place, et tout le monde fait semblant de l'ignorer ou l'évoque à demi-mot pour mieux l'oublier l'instant d'après.

Comprenez-vous maintenant pourquoi nous n'avons jamais voulu nous réclamer de la démocratie, pour ne pas mêler notre voix à ce concert de désinformation et de démagogie malsaine ou trompeuse consistant à refuser de caractériser le régime de dictature pour mieux pouvoir le soutenir ou y participer. Voyez comme ils se bousculent pour participer aux prochaines élections législatives, ils en sont tous de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse (POI, POI, NPA, LO), personne ne manquera à l'appel pour légitimer Macron, aucun n'appellera au boycott.

Cela aurait dû être une de nos tâches politiques prioritaires, mais nos dirigeants s'y opposèrent ou s'y refusèrent, pourquoi, je vous laisse deviner.

JC - Le combat politique contre la guerre idéologique et psychologique que mène en permanence la classe dominante contre les masses est fondamental, il aurait dû être intégré dans notre conception de la lutte de classe pour le socialisme.

Marx et Engels, puis Lénine et Trotsky n'eurent de cesse d'expliquer que l'organisation des masses et l'élévation de leur niveau de conscience sur tous les plans et pas seulement politique, constituaient les deux tâches fondamentales de l'avant-garde consciente du prolétariat révolutionnaire. J'ai l'impression d'être le seul militant à avoir intégré cette dimension de la lutte de classe dans mon combat politique quotidien pour le socialisme.

Que ce soit sur les questions économiques ou politiques ou celles qui relèvent de ce qui a trait à la culture, aux mœurs ou us et coutumes des peuples, à leur mode de vie, aux connaissances, aux sciences et technologies en général, aux différentes représentations idéologiques, au fonctionnement des sociétés, les règles ou principes, valeurs qu'elles ont adoptés au fil du temps ou que les autorités ont gravé dans le marbre, la manière dont ils ont été intégrés dans les constitutions des différents Etats, la place que leur ont réservée les institutions, comment séparément l'ensemble de ces facteurs ont évolué entre le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours dans chaque pays sur tous les continents, comment parfois ils se sont trouvés mêlés ou imbriqués naturellement ou après avoir fait l'objet d'instrumentalisations, bref, à aucun moment, nulle part je me suis fourvoyé, à aucun moment je me suis retrouvé à combattre au côté de la réaction, à participer à une campagne initiée ouvertement ou en sous-main par l'oligarchie anglo-saxonne, à soutenir une opération, une position, une mesure, une loi destinée à profiter à nos ennemis de classe, chaque fois, à chaque instant, j'ai pris soin d'en examiner minutieusement le contenu objectif, la nature sociale de classe, en commettant parfois des erreurs qui furent rapidement corrigées car c'est inévitable, on ne sait pas tout sur tout, c'est humain qu'on le veuille ou non, toujours est-il j'ai tout fait pour demeurer fidèle à mon engagement politique, à mon idéal, à notre cause.

Vous allez peut-être penser, quelle prétention inouïe, pour qui se prend-il celui-là... Pour rien du tout dans mon trou en Inde totalement isolé et marginalisé, cet état d'esprit m'est totalement étranger. Reconnaissez-moi au moins le droit de savoir ce que j'ai fait ou pensé et d'en rendre compte fidèlement, sans exiger que quiconque partage ma méthode, ma démarche ou mes idées. Sur toutes les questions mentionnées ci-dessus, j'ai été amené à adopter des versions, des analyses, des positions, des conclusions différentes des versions officielles ou communément admises que tous les acteurs politiques ont partagé à différents niveaux, ce qui a donné naissance à un courant de pensée et politique original, que j'estime s'inscrire dans la continuité des enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes, ou tout du moins j'aurais tout fait pour en être digne.

Et si je ne suis pas le mieux placé pour en juger, que dire de ceux qui se sont gravement compromis en faisant preuve du pire opportunisme qui soit tout au long de ces dernières années ou décennies, allant jusqu'à colporter une pandémie inexistante, faire la promotion d'une muselière inutile et de thérapies génériques expérimentales transformant la population en cobaye, pratiquer l'omerta sur les molécules efficaces permettant de traiter le Covid-19 à tous les stades de la maladie, notamment l'ivermectine à laquelle j'ai eu recours pour soigner des proches qui se sont rétablis en 48h, ils ont au moins 100.000 morts innocents sur la conscience nos braves dirigeants, cadres ou militants anticapitalistes, révolutionnaires, marxistes, trotskystes, etc., alors qu'ils nous épargnent leur jugement indigne.

Toutefois, je connais au moins un intellectuel étranger au mouvement ouvrier et au socialisme, il en existe beaucoup d'autres, qui s'en est tenu à la même ligne de conduite que moi à quelques exceptions près qu'on peut très bien comprendre ou expliquer, compte tenu que la totalité du mouvement ouvrier avait emprunté la voie de la collaboration de classes, avait rompu avec les masses, avec le socialisme, en conclusion il devait fatalement se tourner vers certains pans de la classe dominante pour tenter de résoudre la crise que traverse la civilisation humaine.

Démasquer et combattre toutes les impostures auxquelles se livrent les représentants du capitalisme pour faire éclater la vérité, est un devoir pour tout citoyen qui se veut progressiste ou humaniste quelle que soit son orientation politique. Pour un socialiste ce n'est pas suffisant, car "*Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.*" (L'impérialisme stade suprême du capitaliste - V. Lénine - 1916)

Ceux qui ont soutenu la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001, puis sa caractérisation de tous les chefs d'Etat sont les mêmes qui en 2022 colportent à propos du conflit armé ukrainien la propagande de guerre de Biden, Macron, l'OTAN, ceux-là mêmes qui nous jugent, je ne plaisante pas.

Document pour ceux qui ne sont pas encore familiers avec les techniques de base de la manipulation et de la propagande - reseauinternational.net 9 mai 2022

Edward L. Bernays était un consultant américain largement reconnu comme le père des relations publiques. Bernays était l'un des hommes responsables de la « vente » de la Première Guerre mondiale au public américain en la qualifiant de guerre nécessaire pour :

« Rendre le monde plus sûr pour la démocratie ».

Au cours des années 1920, Bernays a été consultant pour un certain nombre de grandes entreprises, les aidants à dynamiser leurs activités grâce à des campagnes de marketing savamment conçues visant à influencer l'opinion publique.

En 1928, Edward Bernays publie son célèbre livre, « *Propaganda* », dans lequel il expose les théories qui sous-tendent ses efforts réussis de « *relations publiques* ». Le livre donne un aperçu du phénomène de la psychologie des foules et décrit des méthodes efficaces pour manipuler les habitudes et les opinions des gens.

Pour un livre qui a presque 100 ans, « *Propaganda* » ne pourrait pas être plus pertinent aujourd'hui. En fait, sa pertinence témoigne de la nature immuable de la psychologie humaine.

Dans *Propaganda*, Bernays s'appuie sur les travaux de Gustave Le Bon, Wilfred Trotter, Walter Lippmann et Sigmund Freud (son oncle !), décrivant le pouvoir de la psychologie de masse et comment elle peut être utilisée pour manipuler « *l'esprit de groupe* ».

Si nous comprenons le mécanisme et les motivations de l'esprit de groupe, n'est-il pas possible de contrôler et d'enrégimenter les masses selon notre volonté sans qu'elles le sachent ?

1. Si vous manipulez le chef d'un groupe, les gens suivront
2. Les mots sont puissants : la clé pour influencer un groupe est l'utilisation intelligente du langage
3. Tout moyen de communication est aussi un moyen de propagande
4. Répéter sans cesse la même idée crée des habitudes et des convictions
5. Les choses ne sont pas désirées pour leur valeur intrinsèque, mais plutôt pour les symboles qu'elles représentent
6. On peut manipuler les actions individuelles en créant des circonstances qui modifient les coutumes du groupe

Le manuel de propagande

Le monde est un endroit instable en ce moment. Les choses semblent changer rapidement et personne ne sait ce qui pourrait arriver ensuite. Cependant, au milieu de tout ce chaos, il y a une chose qui n'a pas changé et qui ne changera probablement pas de sitôt, c'est la psychologie humaine.

Pour cette raison, les tactiques utilisées pour manipuler les pensées, les croyances et les actions des gens n'ont pas changé non plus. En fait, la plupart d'entre eux ont été décrits en détail il y a 100 ans par Edward Bernays dans son livre de 1928, « *Propaganda* ».

C'est vrai, le livre de jeu du Puppet Master n'est pas un secret. C'est juste là, librement accessible à quiconque veut comprendre comment les pouvoirs en place cherchent à les influencer au quotidien.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/document-pour-ceux-qui-ne-sont-pas-encore-familiers-avec-les-techniques-de-base-de-la-manipulation-et-de-la-propagande/>

Provocation ou désinformation, réaction, condamnation, sanction ou législation liberticide.

La fausse épidémie de désinformation - reseauinternational.net 10 mai 2022

Les législateurs cherchent de plus en plus à transformer les craintes liées à la désinformation en lois restreignant la liberté d'expression.

Si l'environnement de l'information des années 1890 est un exemple trop lointain, pensez à 1990, lorsque Nayirah une jeune Koweïtienne de 15 ans a livré un témoignage déchirant – et complètement inventé – au Congrès, affirmant avoir vu des soldats irakiens sortir des bébés koweïtiens des couveuses et les laisser mourir de froid sur le sol. Des extraits de son témoignage ont été diffusés dans les émissions Nightline d'ABC et Nightly News de NBC, touchant respectivement 35 et 53 millions d'Américains, avant d'être diffusés sur 700 autres chaînes de télévision et sans contrôle pendant près d'une année.

Le peuple américain n'a appris la vérité sur l'histoire de Nayirah qu'en 1992, une année entière après que le Congrès a autorisé l'utilisation de la force militaire en Irak. Durant la période qui a précédé cette décision, son récit saisissant a été invoqué par le président George H.W. Bush six fois en un mois, et cité par sept sénateurs dans leurs discours en faveur de la même cause.

Des scandales de ce genre se sont produits bien avant l'apparition de Twitter et de Facebook et le déclin des gardiens des médias. En fait, si les gens avaient pu communiquer sur les médias sociaux à l'époque comme nous le faisons maintenant, la vérité sur ce mensonge aurait pu être découverte beaucoup plus tôt.

Le cheap speech (discours à bon marché - ndlr) peut être bénéfique pour la société en permettant aux chercheurs ou aux journalistes citoyens de remettre en question les récits des grands médias et des dirigeants politiques.

<https://reseauinternational.net/la-fausse-epidemie-de-desinformation/>

JC - Ils ont créé les conditions facilitant la propagation de la désinformation pour ensuite l'instrumentaliser, la dénoncer et légiférer pour restreindre la liberté d'expression. Internet était une provocation sous un régime en crise tendant vers le totalitarisme...

L'OTAN militaire et politique dirigée par Washington est en crise.

JC - Pour vous convaincre de participer à une institution et profiter de certains avantages, on vous appâte avec des règles plus ou moins contraignantes que vous acceptez à contrecœur en pensant pouvoir les contourner si nécessaire. Mais une fois que vous y avez adhéré, vous vous apercevez que les bienfaits escomptés se font attendre et que ces règles présentent un caractère coercitif, sauf que vous voilà pris au piège, impossible d'en sortir sous peine de représailles ou d'en payer un prix exorbitant.

Pire, si vous persistez à faire preuve de mauvaise volonté en n'adhérant pas à certaines directives contraire à vos intérêts nationaux dictées par les Etats les plus puissants, on tentera de vous les imposer en modifiant le contenu du traité que vous avez signé ou « *les règles d'élection, les règles de contrôle et le droit d'initiative au Parlement européen* », bref, vous vous retrouverez isolé, sans défense ou sur le banc des accusés, pris en otage, sujet à un harcèlement, des menaces permanentes. En cas de refus de votre part de soutenir ces modifications politiques et à défaut de rompre avec cette institution, vous ne devrez plus qu'à en attendre le pire.

Emmanuel Macron veut réviser les traités européens et se prononce pour une Europe à plusieurs vitesses - Publicsenat.fr 9 mai

Emmanuel Macron compte « clarifier » les « objectifs de nos institutions », avec « la croissance, le plein-emploi, nos objectifs climatiques », alors « que les règles ont été pensées il y a des décennies ». Tout comme il faudra se pencher sur « les règles d'élection, les règles de contrôle et le droit d'initiative au Parlement européen ».

Emmanuel Macron se prononce pour une Europe à plusieurs vitesses. « Il ne faut pas craindre la différenciation », ni « les avant-gardes » qui permettront d'être « plus ambitieux » sur certains sujets, soutient le chef de l'Etat, pointant du doigt « la volonté de nous tenir à 27 (qui) nous a interdit d'être plus ambitieux ». Il ajoute : "Ces cercles d'avant-garde n'excluent pas. C'est permettre à ceux qui veulent avancer un peu plus loin, d'entraîner les autres et rendre l'ambition désirable." (Traduction : "Ces cercles d'avant-garde", les Etats les plus puissants dont l'Allemagne et la France imposent aux autres Etats leur orientation économique et politique, et sous la menace ils ont les moyens de leur rendre "désirable". - JC)

« Je sais les craintes qu'il y a d'une Europe à plusieurs vitesses. Elle existe déjà », rétorque-t-il. Pour Emmanuel Macron, « cette différenciation [...] est une condition de l'efficacité ». Une idée qu'il avait déjà avancée, en juin 2017, lors de son discours de La Sorbonne. « L'Europe est déjà à plusieurs vitesses, alors n'ayons pas peur de le dire ou de le faire ! Allons vers cette différenciation », avait avancé le chef de l'Etat fraîchement élu. (Il a plutôt exprimé la crainte, que les Etats de l'UE qui sont les plus pauvres et majoritaires, constituent un frein ou un handicap politique et économique pour les Etats minoritaires les plus riches de l'UE. - JC)

Mélenchon ne sera jamais Premier ministre de Macron, sortez vos mouchoirs !

Législatives: Emmanuel Macron bien parti pour conserver la majorité à l'Assemblée, selon un sondage - BFMTV 11 mai 2022

Entre 310 et 350 sièges à l'Assemblée à l'issue des législatives des 12 et 19 juin prochain pour la majorité présidentielle? C'est ce que prévoit le baromètre hebdomadaire OpinionWay-Kéa Partners pour Les Échos et Radio classique publié ce mardi.

Selon ce sondage, l'union de la gauche pourrait aussi investir entre 135 et 165 députés et devenir, devant la droite, la première force d'opposition du pays.

Selon ce même sondage, Les Républicains passeraient de 101 députés actuellement à entre 50 et 70 dans la prochaine législature.

Et le Rassemblement national pourrait obtenir entre 20 et 40 sièges et ainsi constituer un groupe parlementaire. C'est une avancée pour le parti, mais un faible score au vu de son nombre de voix récoltées au second tour de la présidentielle.

Malgré cet avantage manifeste d'Emmanuel Macron lors du scrutin de juin, seuls 36% des Français disent souhaiter qu'il dispose d'une majorité, explique encore ce dernier baromètre. Et ils sont 61 % de l'avis inverse. Une confirmation du peu d'enthousiasme suscité par sa réélection, où le vote utile, le vote contre et l'abstention ont été les grands gagnants. BFMTV 11 mai 2022

Un traître peut en cacher un autre.

Gauche unie : « François Hollande est un tireur dans le dos », accuse Alexis Corbière - Publicsenat.fr 9 mai

Dans ces conditions, l'attitude de François Hollande en serait presque contre-productive, à en croire le député. « *On a l'impression que ça fait le jeu — je ne sais pas si c'est son objectif — d'Emmanuel Macron* », s'est étonné Alexis Corbière.

Que dit Corbière ? Qu'il est plus con que Macron, et le plus pathétique, c'est qu'il le revendique !

Pouvoir d'achat : la parole d'Emmanuel Macron est « fourbe », selon Alexis Corbière - Publicsenat.fr 10 mai

Qu'il s'agisse d'un budget rectificatif ou d'une loi ad hoc, la majorité présidentielle s'est engagée à dégeler le point d'indice des fonctionnaires, indexer dès l'été les pensions sur l'indice des prix ou encore à introduire un chèque alimentation pour les foyers les plus modestes. Invité d'Audition publique (Public Sénat / LCP-Assemblée nationale / Le Figaro Live), ce lundi 9 mai, le député LFI Alexis Corbière s'est dit prêt sur le principe à voter, comme député d'opposition, ce type de mesures, bien que le paquet survienne « *comme par hasard, en pleine période électorale* », selon ses mots. « *Moi, je voterai tout ce qui améliore les conditions de vie des gens. Je ne suis pas là pour embêter les gens.* »

« *La parole d'Emmanuel Macron est marquée par un caractère fourbe* », a-t-il reproché. Avant de parler d'une « *volonté de flouer les gens* » ou encore de « *fourberie* ».

« *Je ne les crois pas sur parole* », s'écrie le député de Seine-Saint-Denis, qui se base sur l'expérience de son groupe parlementaire durant la législature écoulée. « *Chaque fois que nous avons été concrets à l'Assemblée nationale, en demandant le blocage des prix, en demandant la suppression des frais bancaires, en demandant l'augmentation des salaires, en demandant le dégel du point d'indice, ils ont toujours voté contre* », a-t-il énuméré. Publicsenat.fr 10 mai

Quand la France devient un Etat mafieux et un paradis fiscal.

Inacceptable ! - reseauinternational.net

Macron, Castex, Le Drian, Le Maire, Darmanin, Le Cornu, Véran ont signé l'Ordonnance n° 2022-533 du 13 avril 2022 définissant la nature, les conditions et les modalités d'octroi par le Gouvernement de privilèges, immunités et facilités à des organisations internationales, des agences décentralisées de l'Union européenne et à certaines associations ou fondations.

C'est une atteinte d'une extrême gravité à la souveraineté de notre pays, à la République et à la Nation française. La porte ouverte à tous les abus, tous les trafics, tous les dangers sous couvert d'une totale immunité puisque cette ordonnance permet à des entités étrangères de s'installer sur

notre territoire, de se livrer à leurs activités en se plaçant AU-DESSUS de la loi française. Comment accepter que des organisations étrangères privées bénéficient d'avantages légitimement réservés au corps diplomatique.

Cette ordonnance est-elle vraiment CONSTITUTIONNELLE au regard de l'article 1 de la Constitution de 1958 qui précise que La France est une République indivisible. Entre-t-elle dans le cadre de l'article 38 de la Constitution ? Projet de loi de ratification, loi d'habilitation ? Rien n'est précisé dans les attendus.

INACCEPTABLE !

Il s'agit d'une véritable TRAHISON de la Nation française et d'un abandon d'une partie du territoire national, des textes fondateurs de la République, des lois, codes et autres textes réglementaires régissant la République et la Nation au profit d'entités privées dont la nature et les activités n'ont aucune caractéristique diplomatique.

À quand un bureau d'une organisation terroriste internationale disposant d'une immunité totale sur le sol français en s'abritant sous un prétexte fallacieux ????

Des avantages exorbitants accordés sur un simple décret du Conseil d'État

I. – Une organisation internationale répondant aux conditions prévues à l'article 1er jouit de la capacité juridique sur le territoire de la République française. Elle peut notamment contracter, acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice.

II. – Sont octroyés à une organisation internationale répondant aux conditions prévues à l'article 1er les privilèges, immunités et facilités suivants :

1° L'inviolabilité des locaux, des biens, des archives, des documents, de la correspondance et de la valise diplomatique ;

2° L'immunité de juridiction, sous réserve des dispositions de l'article 7 ;

3° L'immunité d'exécution pour les biens et avoirs de l'organisation ;

4° L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons de biens et les prestations de service destinés à son usage officiel, le cas échéant dans les limites et conditions fixées par les conventions internationales instituant l'organisation et, dans tous les cas, dans les limites et conditions fixées par la législation fiscale française ;

5° L'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la taxe sur les locaux à usage de bureaux pour les locaux que l'organisation occupe au titre de ses activités officielles et dont elle est propriétaire, ainsi que, pour les seules places de stationnement réservées à des véhicules immatriculés en série privilégiée desservant des locaux affectés à son usage officiel et dont elle est propriétaire, de la taxe sur les surfaces de stationnement ;

6° L'exonération de la taxe d'habitation pour les locaux affectés à l'usage officiel de l'organisation internationale ;

7° L'exonération des droits de mutation lors de l'acquisition d'un bien immobilier destiné à l'usage officiel de l'organisation internationale ;

8° L'exonération des droits de douane et taxes à l'importation des marchandises et services nécessaires aux activités de l'organisation internationale ;

9° L'exonération des taxes à l'introduction de marchandises ou de services destinés à son usage officiel, le cas échéant dans les limites et conditions fixées par les conventions internationales instituant l'organisation et, dans tous les cas, dans les conditions fixées par la législation fiscale française ;

10° L'exonération de taxes sur l'achat de véhicules de service ;

- 11° L'exonération des droits de douane et taxes sur l'importation de véhicules destinés au service ;
- 12° L'exonération de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules immatriculés en série privilégiée ;
- 13° L'exonération des droits de douane et taxes sur l'achat de carburant et fioul domestique de chauffage ;
- 14° L'exonération des droits de douane et taxes sur l'achat de vins et d'alcools dans les limites d'un quota annuel suivant le nombre de membres privilégiés rattachés à l'entité ;
- 15° La libre disposition des fonds, devises, numéraires et valeurs mobilières ;
- 16° Le droit de faire usage d'un drapeau et d'un emblème ;
- 17° Les facilités d'immatriculation des véhicules affectés à l'usage officiel de l'organisation internationale ;
- 18° La liberté de communication ;
- 19° Le droit de délivrer des laissez-passer et de les faire reconnaître par les autorités françaises comme des documents de voyage.

Il faut noter tout particulièrement la liberté de communication et le droit de délivrer des laissez-passer et de les faire reconnaître par les autorités françaises comme des documents de voyage.

Article 3 : D'INCROYABLES PRIVILÈGES

- 1° L'immunité de juridiction pour les seuls actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits pour lesquels cette immunité perdure à l'expiration de leurs fonctions ;
- 2° L'exonération de l'impôt sur le revenu sur les traitements et salaires versés en France par l'organisation internationale. Les fonctionnaires concernés demeurent soumis à l'obligation de déclarer leurs revenus exonérés aux autorités françaises compétentes ;
- 3° L'exemption de toute obligation relative au service militaire et de tout autre service obligatoire en France ;
- 4° L'exemption des mesures restrictives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers, y compris pour leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge tels que définis à l'article 16
- 5° Les facilités d'entrée et de séjour sur le territoire de la République française selon les procédures en vigueur, y compris pour leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge tels que définis à l'article 16, sous réserve de l'application des règlements de quarantaine ou de santé publique en vigueur. Les conjoints sont autorisés à exercer toute forme d'activité professionnelle salariée, à condition de remplir les conditions législatives et réglementaires exigées pour son exercice, sauf si des considérations d'ordre public ou de sécurité nationale s'y opposent ;
- 6° Les mêmes facilités de change que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement de la République française ;
- 7° Le droit d'importer en franchise de droits et de taxes leur mobilier et leurs effets personnels dans un délai de six mois suivant leur établissement en France dans le cas où ils résidaient au préalable à l'étranger ;
- 8° Le droit d'importer la première année suivant leur établissement en France leurs véhicules automobiles en franchise de droits et de taxes sous le couvert d'acquits avec dispense de caution ;
- 9° La liberté de communication, de déplacement et de circulation.

II. – La personne qui exerce les fonctions de direction sur le territoire français d'une organisation internationale répondant aux conditions prévues à l'article 1er bénéficie, ainsi que les membres de sa famille dont elle a la charge tels que définis à l'article 16, de privilèges, immunités et facilités identiques à ceux accordés aux agents diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement de la

République française et aux membres de leur famille dans les conditions prévues par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

1° Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits pour lesquels cette immunité perdure à l'expiration de leurs fonctions ;

2° Inviolabilité de tous papiers et documents ;

3° Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées ;

4° Exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national ;

5° Mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire ;

6° Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable ;

7° Exemption, au titre des périodes pendant lesquelles ils se trouvent sur le territoire français dans l'exercice de leurs fonctions afin de participer aux réunions convoquées par l'organisation internationale, d'un impôt quelconque dont l'incidence est subordonnée à la résidence de l'assujéti.

<https://reseauinternational.net/inacceptable/>

Ordonnance n° 2022-533 du 13 avril 2022 définissant la nature, les conditions et les modalités d'octroi par le Gouvernement de privilèges, immunités et facilités à des organisations internationales, des agences décentralisées de l'Union européenne et à certaines associations ou fondations

https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000045570469?init=true&page=1&query=Ordonnance+n%C2%B0+2022-533+du+13+avril+2022+d%C3%A9finissant+la+nature%2C+les+conditions+et+les+modalit%C3%A9s+d%27octroi+par+le+Gouvernement+de+privil%C3%A8ges%2C+immunit%C3%A9s+et+facilit%C3%A9s+%C3%A0+des+organisations+internationales%2C+des+agences+d%C3%A9centralis%C3%A9es+de+l%27Union+europ%C3%A9enne+et+%C3%A0+certaines+associations+ou+fondations&searchField=ALL&tab_selection=all

ACTUALITÉ INTERNATIONALE.

Chouette, une des pires dictatures réinstaurée avec la bénédiction de Washington !

Philippines : Marcos Junior remporte la présidentielle - LePoint.fr 9 mai 2022

Ferdinand Marcos Junior se dirige vers une victoire écrasante. Le fils du défunt dictateur du même nom a largement remporté l'élection présidentielle aux Philippines, selon un premier décompte lui

assurant une avance définitive sur sa plus proche rivale. Après dépouillement de plus de 90 % des votes, Ferdinand « Bongbong » Marcos Junior, 64 ans, a remporté près de 30 millions de voix, contre moins de la moitié pour la candidate Leni Robredo. La certification définitive du vote doit prendre plusieurs semaines.

Plus de 35 ans après la chute de son père, renversé par une révolte populaire, Marcos Junior parviendrait ainsi à réinstaller sa famille à la tête du pays. En cas de confirmation, il serait le premier président philippin élu avec une majorité absolue. Selon les règles en vigueur, devient président des Philippines celui qui parvient à obtenir le plus de voix parmi les candidats sur la ligne de départ.

Environ 67 millions de Philippins étaient appelés aux urnes pour ces élections générales. Outre le président, le scrutin devait désigner aussi le vice-président, les députés, la moitié des sénateurs, les gouverneurs de province et plusieurs milliers d'autres élus locaux. Ces dernières semaines, les sondages avaient prédit une écrasante victoire pour Marcos Junior, après une campagne électorale marquée par des torrents de désinformation.

En effet, depuis des années, des comptes pro-Marcos Junior ont envahi les réseaux sociaux. Ceux-ci tentant de faire passer, auprès des jeunes Philippins, les vingt ans de régime de son père comme une ère dorée de paix et de prospérité pour le pays. Cette campagne numérique passait, en revanche, sous silence les dizaines de milliers d'opposants arrêtés, torturés ou tués pendant la présidence du dictateur. Autre « oubli », les milliards de dollars puisés par le clan Marcos dans les caisses du pays pour son enrichissement personnel.

C'est en 1986 que le régime avait été renversé par une immense révolte populaire. La famille Marcos avait alors rejoint les États-Unis, avant de revenir dans le pays pour remettre sur pied un puissant réseau de soutien politique. Dans les prochaines semaines, le clan familial devrait faire son retour au palais présidentiel de Malacanang à Manille, d'où « Bongbong », 64 ans, a promis de rétablir « l'unité » du pays pendant son mandat de six ans. « *C'est une élection historique* », a commenté Cleve Arguelles, professeur de sciences politiques à l'université De La Salle de Manille. (Vous aurez noté que malgré "*les dizaines de milliers d'opposants arrêtés, torturés ou tués pendant la présidence du dictateur*", la famille Marcos avait bénéficié du soutien indéfectible des États-Unis, normal en somme. - JC)

Plusieurs alliances pour remporter l'élection

Durant la campagne, Marcos Junior a peiné à galvaniser ses partisans, et ce, alors qu'il attirait des foules bien moins nombreuses que celles de sa rivale Leni Robredo. Mais une série de tractations en coulisses avec d'autres clans politiques semble avoir suffi pour lui ouvrir les portes de la présidence. En premier lieu, figure son alliance avec Sarah Duterte, fille du président sortant Rodrigo Duterte, bien partie pour remporter l'élection à la vice-présidence, qui se déroulait séparément.

Leni Robredo, avocate et économiste de 57 ans, avait battu de justesse Marcos Jr dans la course à la vice-présidence en 2016. Pendant sa campagne présidentielle, elle avait promis de débarrasser la démocratie philippine de la corruption, dans un archipel où une poignée de familles ont encore la mainmise sur le pays. Parmi les autres candidats figuraient aussi le boxeur légendaire Manny Pacquiao, mais également l'ancien éboueur devenu acteur Francisco Domagoso.

À l'issue de six années de gouvernance autoritaire par Rodrigo Duterte, les militants des droits de l'homme, les dirigeants de l'Église catholique et les analystes politiques craignent de voir Marcos Jr auréolé d'une large victoire et diriger le pays de façon encore plus autocratique. « *Nous pensons que*

cela va aggraver la crise des droits de l'homme dans le pays », a déclaré Cristina Palabay, secrétaire générale de l'alliance pour les droits humains Karapatan. AFP 9 mai 2022

Sri Lanka : 5 morts et plus de 189 blessés lors d'affrontements - lepoint.fr 9 mai 2022

La violence continue sur l'île de Sri Lanka. Selon la police locale, au moins 5 personnes sont mortes et 189 autres ont été blessées dans les affrontements qui font rage depuis plusieurs jours, a-t-on annoncé, lundi 9 mai. En cause, des attaques perpétrées par les partisans du président en place contre des manifestants réclamant la démission du président Gotabaya Rajapaksa. Le précédent bilan policier faisait état de 3 morts.

Un peu plus tôt, le Premier ministre sri-lankais, Mahinda Rajapaksa, avait démissionné, ouvrant ainsi la voie à un « *nouveau gouvernement d'unité* », assure-t-on. Et pour cause, des milliers de loyalistes du camp de Gotabaya Rajapaksa et de son frère, armés de bâtons et de matraques, avaient attaqué ce lundi les manifestants qui campent devant le bureau du président depuis le 9 avril. Quelques heures plus tôt, le Premier ministre avait promis de « *protéger les intérêts de la nation* » à quelque 3 000 de ses partisans, acheminés en bus depuis des zones rurales. En sortant, ils s'étaient attaqués aux tentes de manifestants appelant au départ du Premier ministre, incendiant leurs banderoles et pancartes. Un couvre-feu immédiat a été décrété par les autorités avant d'être étendu à toute l'île. Aucune date de fin pour cette mesure n'a été annoncée.

La police a tiré des gaz lacrymogènes et a fait usage de canons à eau après que les partisans du gouvernement eurent franchi les rangs des policiers pour détruire les campements de milliers de manifestants antigouvernementaux qui exigent le départ de Gotabaya Rajapaksa. Au moins 78 personnes ont été hospitalisées, a déclaré à l'Agence France-Presse un porte-parole de l'hôpital, Pushpa Soysa. « *Nous condamnons fermement les actes violents perpétrés par ceux qui incitent et participent, indépendamment de leurs allégeances politiques* », a déclaré sur Twitter le président Rajapaksa, « *la violence ne résoudra pas les problèmes actuels* ».

Un député se suicide après avoir tiré sur des manifestants

En fin de journée, lundi, des coups de feu ont été tirés depuis la résidence officielle du Premier ministre du pays. Quelques instants plus tôt, plusieurs milliers de manifestants étaient parvenus à entrer dans le complexe gouvernemental, selon les constatations d'un journaliste de l'Agence France-Presse.

Selon les autorités, la brigade antiémeute de l'armée a, pour la première fois, été appelée en renfort de la police. Des soldats ont été régulièrement déployés ces dernières semaines, mais pour protéger les livraisons de carburant entre autres produits essentiels. Depuis des mois, l'île de 22 millions d'habitants subit de graves pénuries de produits alimentaires, de carburant et de médicaments.

Cette crise sans précédent, imputée à la pandémie de Covid-19 qui a privé le pays des devises du secteur touristique, a été aggravée par une série de mauvaises décisions politiques, selon des économistes. La population manifeste depuis plusieurs semaines, reprochant aux frères Rajapaksa au pouvoir d'avoir précipité le pays dans cette crise, et exige leur démission.

Dans le même temps, un député du parti au pouvoir au Sri Lanka s'est suicidé ce lundi après avoir tiré sur des manifestants antigouvernementaux en province, a indiqué la police. Selon la police, le député Amarakeerthi Athukorala avait ouvert le feu sur deux personnes qui bloquaient sa voiture et

les a grièvement blessées, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Une des deux victimes a succombé à ses blessures, a ajouté la police. « *Le député a fui la scène et s'est réfugié dans un bâtiment voisin* », a déclaré un responsable de la police à l'AFP par téléphone, « *des milliers de personnes ont encerclé le bâtiment et il a ensuite mis fin à ses jours avec son revolver* ». AFP 9 mai 2022

DOSSIER UKRAINE.

Parole d'un néonazi

Ukraine : Zelensky ne laissera pas la Russie « s'approprier la victoire sur le nazisme » - LePoint.fr 9 mai 2022

JC- Au fait, où sont passés les antifas en France ? On ne les entend pas dénoncer les néonazis ukrainiens, comme c'est étrange ?

Guerre en Ukraine: le Congrès américain vote une enveloppe de 40 milliards de dollars pour Kiev - BFMTV 11 mai 2022

Lundi soir, chefs démocrates et républicains se sont mis d'accord pour aller encore plus loin, trouvant un compromis autour d'une enveloppe de 40 milliards de dollars, l'équivalent du PIB du Cameroun en 2020.

Fait rare dans un Congrès si habitué aux querelles politiques: ces mesures bénéficient d'un très large soutien transpartisan. BFMTV 11 mai 2022

Washington a fourni de l'électronique militaire à Kiev dès 2010 - Réseau Voltaire 10 mai 2022

L'armée russe a saisi à Marioupol des équipements électroniques militaires états-uniens dont l'exportation nécessite une autorisation écrite du gouvernement US. Il s'agit de matériels de communication portables extrêmement sophistiqués.

Selon la documentation trouvée sur place, ils sont secrètement parvenus à Kiev en 2010.

La Russie peut détruire tous les pays de l'Otan en 30 mn (Dmitri Rogozine) - Réseau Voltaire 9 mai 2022

Le vice-président du gouvernement russe, directeur de Roscosmos et ancien ambassadeur à l'Otan, Dmitri Rogozine, a déclaré le 8 mai 2022 qu'en cas de guerre nucléaire, les pays de l'Otan seraient détruits par la Russie en une demi-heure, mais il faut éviter cela car les conséquences affecteraient toute la planète. « Par conséquent, nous devons vaincre cet ennemi, économiquement et militairement, par des moyens armés conventionnels », a-t-il poursuivi.

YouTube a immédiatement retiré toutes les vidéos de Dmitri Rogozine.

JC – On comprend mieux la dérive fasciste du régime de Justin Trudeau.

Le Canada et les bandéristes - Réseau Voltaire 9 mai 2022

Dans des articles précédents, Thierry Meyssan a montré comment les bandéristes, collaborateurs des pires exactions nazies en Ukraine et en Pologne, sont arrivés au pouvoir à Kiev, dans la jeune Ukraine indépendante. Il montre ici que, durant quatre-vingt ans, des immigrés bandéristes se sont incrustés dans le Parti libéral canadien au point d'occuper le poste du numéro 2 du gouvernement actuel de Justin Trudeau.

par Thierry Meyssan

Dans cet article, je vais montrer que tous les gouvernements libéraux canadiens ont soutenu les bandéristes ukrainiens depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont joué sur les deux tableaux durant cette guerre, luttant contre les nazis, mais soutenant les bandéristes. Pis encore, l'actuel gouvernement canadien est composé d'un Premier ministre libéral Justin Trudeau, flanqué d'une adjointe bandériste, Chrystia Freeland.

Si les connections entre la CIA et les nazis ont marqué la Guerre froide et n'ont été révélées qu'en 1975 avec les commissions du Congrès états-unien Pike, Church et Rockefeller, et n'ont pris fin qu'avec le président Jimmy Carter, les liens du Parti libéral canadien avec les bandéristes se poursuivent toujours. Le Canada est le seul pays au monde, hors de l'Ukraine, à avoir une ministre bandériste et qui plus est, elle est le numéro 2 de son gouvernement.

En 1940, c'est-à-dire alors que le Royaume-Uni était en guerre, mais pas les États-Unis, le gouvernement libéral canadien de William King créa l'Ukrainian Canadian Congress (UCC) afin d'aider les immigrés anti-bolchéviques contre les pro-soviétiques (Association of United Ukrainian Canadians - AUUC) et les juifs (Canadian Jewish Congress - CJC). Des bibliothèques pro-soviétiques et des synagogues furent interdites.

Le Parti libéral du royaume du Canada n'a pas été créé pour promouvoir l'individualisme contre les idées conservatrices, mais contre l'idée républicaine [1].

Durant la Seconde Guerre mondiale, le Premier ministre William King, était très apprécié de ses concitoyens, mais il fut hué par ses soldats lorsqu'il vint les voir en Europe. Le Parti libéral a toujours défendu des positions anti-Russes, les présentant jusqu'en 1991 comme anti-soviétiques, et a toujours interprété le christianisme comme opposé au judaïsme.

Aussi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada fut le principal refuge des bandéristes (35 000 immigrés) et des nazis baltes. Parmi eux, Volodymyr Kubijovyč et « Michael Chomiak » de son vrai nom Mykhailo Khomiak, les éditeurs du principal journal nazi en Europe centrale, Krakivs'ki Visti.

Chomiak, qui travaillait sous le contrôle direct du ministre de la Propagande nazi, Joseph Goebbels, n'a jamais renié son passé collaborationniste. Au contraire, il a toujours milité pour l'OUN(B). C'est dans cet esprit qu'il a éduqué sa petite-fille, Chrystia Freeland, actuelle Premier ministre

adjoint du Canada. Loin de condamner les crimes des bandéristes, celle-ci a débuté sa carrière de journaliste, à 18 ans, en travaillant pour l'Encyclopedia of Ukraine de Kubijovyč (disponible aujourd'hui sur Internet). Puis pour The Ukrainian News, le journal des bandéristes canadiens, et The Ukrainian Weekly, celui des bandéristes états-unis liés à l'ABN et à la CIA. Elle voyagea en Union soviétique à la fin de ce pays. Les autorités soviétiques interrogèrent le gouvernement canadien pour son soutien aux bandéristes et lui interdirent de revenir. Cependant, après la dissolution de l'URSS, elle devint la cheffe du bureau du The Financial Times à Moscou. Puis rédactrice en chef adjointe du Globe and Mail et rédactrice en chef de Thomson Reuters Digital.

Dans ses articles et ses livres, *Vente du siècle : la chevauchée sauvage de la Russie du communisme au capitalisme* [2] et *Plutocrates : La montée des nouveaux super-riches mondiaux et la chute de tous les autres* [3], Chrystia Freeland développe deux thèses chères à son grand-père.

Elle critique les ultra-riches en choisissant presque exclusivement des exemples juifs. Elle dénonce à tout bout de champ l'URSS, puis la Russie.

Il faut se souvenir que le fascisme était une réponse à la crise économique de 1929 proposant une alliance nationaliste de classe par corporation. Les nazis et les bandéristes y ont ajouté une terrible dimension raciale. En ciblant les super-riches, Chrystia Freeland traite à juste titre du principal problème actuel. Aujourd'hui seule la Finance rapporte, tandis que la production est en crise. Cependant elle dérive insidieusement vers une lecture raciale en constatant que les juifs sont plus nombreux parmi les super-riches que dans la population et en laissant penser que cette corrélation est significative.

En 1991, le député libéral d'origine polono-ukrainienne Borys Wrzesnewskyj intervint pour que le Canada soit le premier pays au monde à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Avec sa fortune familiale (les boulangeries Future Bakery), il créa un service pour diffuser auprès de chaque membre du parlement des nouvelles de l'Ukraine. Il finança l'archivage par Volodymyr Kubijovyč et « Michael Chomiak » de documents sur les nationalistes ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale. Il faut admettre que l'Encyclopedia of Ukraine n'est pas une œuvre scientifique, mais une réhabilitation des bandéristes et une falsification de l'histoire. Compte tenu de ses liens familiaux, Borys Wrzesnewskyj introduisit le futur président ukrainien Viktor Iouchtchenko au Canada.

En 1994, le Premier ministre libéral Jean Chrétien négocia un Traité d'amitié et de coopération avec l'Ukraine, dont il demanda, dès 1996, l'adhésion à l'Otan.

En janvier 2004, le Canada, sous l'autorité du Premier ministre libéral Paul Martin, participa à la préparation par Washington de la « Révolution orange ». L'ambassadeur canadien à Kiev, Andrew Robinson, organisa des réunions de ses collègues de 28 pays pour porter au pouvoir Viktor Iouchtchenko. Il s'agissait de casser la politique du président Kouchma qui avait accepté du gaz russe au lieu de favoriser les recherches US de pétrole dans la Caspienne [4].

L'ambassadeur du Canada finança le sondage du Centre ukrainien d'études économiques et politiques Oleksandr Razumkov selon lequel l'élection présidentielle avait été truquée, il subventionna également à hauteur de 30 000 dollars l'association Pora ! (C'est l'heure !) du stratège de l'Otan Gene Sharp [5].

Sur l'unique base du sondage Razumkov, Pora ! organisa des manifestations, le scrutin fut annulé et un autre convoqué. Le Canada dépensa 3 millions de dollars pour dépêcher 500 observateurs électoraux. Le second scrutin porta Viktor Iouchtchenko au pouvoir. Celui-ci constitua alors son

équipe, choisissant Vladislav Kaskiv (employé de George Soros et leader de Pora !) comme conseiller spécial et Anatoliy Gritsenko (militaire formé aux États-Unis et président du Centre Razumko) comme ministre de la Défense.

Le député libéral Borys Wrzesnewskyj, fut particulièrement actif durant la Révolution orange ; sa sœur, Ruslana, étant très proche de Madame Iouchtchenko, Katerina Chumachenko. Il investit 250 000 dollars canadiens pour soutenir le mouvement et utilisa son appartement au centre de Kiev pour coordonner les manifestations entre les deux scrutins. Les cortèges de Pora ! scandaient « Ca-na-da ! » et arboraient le drapeau à la feuille d'érable.

Chrystia Freeland débuta sa carrière politique en 2013, au Parti libéral. Elle fut élue députée de Toronto. En 2014, elle soutint la « Révolution de la dignité » à Kiev (c'est-à-dire le coup d'État bandériste), dont elle rencontra les principaux acteurs. Elle dénonça l'indépendance de la Crimée et rencontra Mustafa Dzhemilev, le célèbre espion US durant la Guerre froide et leader des Tatars. En définitive, le président Vladimir Poutine lui interdit d'entrer en Russie.

Elle fut nommée ministre du Commerce extérieure par le Premier ministre libéral Justin Trudeau, en 2015, puis ministre des Affaires étrangères, en 2017, et ministre des Affaires intergouvernementales en 2019 avec la dignité de Premier ministre adjointe. Elle est devenue ministre des Finances depuis 2020.

En 2014, le ministre conservateur des Affaires étrangères, John Baird, se rendit sur la place Maidan et rencontra les principaux leaders de la contestation. La Télévision canadienne considéra qu'il donnait ainsi un argument à la version du président Poutine selon laquelle cette révolution n'est qu'une manipulation occidentale.

La porte-parole de l'ambassade, Inna Tsarkova, était une des responsables du mouvement AutoMaïdan. L'ambassade, située à côté de la place Maïdan était un refuge pour les protestataires qui campent dans son hall durant une semaine. Le groupe néo-nazi C14 [6] s'y réfugia le 18 février pendant le massacre.

Lorsque le 17 juillet 2014, le vol Malaysia Airlines 17 fut abattu au-dessus de l'Ukraine, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), basée à Montréal, envoya quatre inspecteurs sur les lieux du crash. Avant même le début de l'enquête, Chrystia Freeland débuta une campagne internationale pour dénoncer la Russie. Elle utilisera par la suite son statut ministériel pour jeter autant que possible de l'huile sur le feu.

Après le renversement du président Viktor Ianoukovytch et l'irruption au pouvoir des bandéristes, le Canada créa l'opération UNIFIER (Canadian Armed Forces Joint Task Force-Ukraine). Il s'agissait d'instruire les militaires ukrainiens et de développer leur police militaire. L'opération était conduite sous les ordres de Londres et de Washington. Elle comportait l'envoi de 200 instructeurs et de matériel non-létal. Elle a pris fin, le 13 février 2022, juste avant l'opération russe, afin de ne pas placer le Canada en situation de guerre.

En 8 ans, le Canada a versé près de 900 millions de dollars d'aide à l'Ukraine.

En 2016, le Premier ministre libéral Justin Trudeau reçut avec les honneurs Mustafa Dzhemilev, que son adjointe Chrystia Freeland avait déjà rencontré. Il était devenu, en août 2015, l'émir d'une Brigade musulmane internationale, co-financée par l'Ukraine et la Turquie pour reprendre la Crimée [7].

Dans la même période, Chrystia Freeland négocie l'accord de libre-échange Canada-Ukraine.

Chrystia Freeland manifeste avec les bandéristes d'OUN(B) contre l'agression russe en Ukraine. La petite banderole est aux couleurs noir et rouge des bandéristes. Elle porte le slogan des bandéristes « Gloire à l'Ukraine ! ».

Lorsqu'en 2017, le site Russia Insider révéla le passé criminel de son grand-père et ses liens toujours étroits avec les bandériste, elle nia les faits et dénonça la « propagande » russe. Cependant, le 27 février dernier, elle s'afficha avec un groupe de bandéristes de l'OUN(B) lors d'une manifestation contre l'agression russe. La photo, qu'elle avait elle-même publiée, fut rapidement retirée de son compte Twitter.

Réagissant avec ses partenaires de l'Otan à l'opération militaire russe, le Canada a modifié son budget pour réserver 500 millions de dollars pour l'armée ukrainienne, bandéristes inclus. Il a déjà envoyé des mitrailleuses, des pistolets, des carabines, 1,5 million de balles, des fusils de tireur d'élite et divers équipements connexes (14 février), des lunettes de vision nocturne, des casques et des gilets pare-balles (27 février), 100 canons sans recul Carl Gustav M2, et 2000 munitions de 84 mm (28 février), 390 000 rations individuelles de campagne et d'environ 1600 vestes pare-éclats (1er mars), 4 500 lance-roquettes M72 et de 7 500 grenades à main, ainsi qu'un abonnement à des images satellitaires commerciales pour 1 million de dollars (3 mars), des caméras pour les drones de surveillance (9 mars), des obusiers M777 et des munitions connexes, ainsi que des munitions supplémentaires pour l'arme anti-blindés Carl Gustav M2 (22 avril), 8 véhicules blindés de modèle commercial et un contrat de service pour l'entretien et la réparation de caméras spécialisées transportées par drone (26 avril), et a commencé à former les soldats ukrainiens au maniement des obusiers M777.

Le 2 mars, Justin Trudeau, qui croit en les États-Unis, a fait signer à une vingtaine de pays une déclaration dénonçant la désinformation russe [8]. Il s'agit d'empêcher la diffusion d'informations sur les bandéristes ukrainiens et canadiens.

Le 10 mars, le Canada est parvenu à faire signer, cette fois à une trentaine de pays, une seconde déclaration, très orwellienne, pour se réjouir —au nom de la liberté de la presse— de la censure en Occident de Russia Today et de l'agence Sputnik, deux organes de presse publics russes.

Depuis l'irruption au pouvoir des bandéristes à Kiev, le Canada a sanctionné plus de 900 personnalités et sociétés russes ou de l'opposition ukrainienne. Il a ajouté à cette liste des proches du président russe et des membres de leurs familles.

Malgré ses déclarations de principe en faveur de l'égalité en droit de tous les hommes, le Canada soutient sans réserve les bandéristes, hérauts de la supériorité raciale des Ukrainiens sur les Russes.

[1] Canada's Origins : Liberal, Tory, or Republican ?, Janet Ajzenstat & Peter J. Smith, McGill Queens University Press (1995).

[2] Sale of the Century : Russia's Wild Ride from Communism to Capitalism, Crown Business (2000).

[3] Plutocrats : The Rise of the New Global Super-Rich and the Fall of Everyone Else, Penguin Pres (2012).

[4] « Agent orange : Our secret role in Ukraine », Mark Mackinnon, Globe and Mail, April 14, 2007.

[5] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[6] « La loi raciale ukrainienne », Réseau Voltaire, 9 mars 2022.

[7] « L'Ukraine et la Turquie créent une Brigade internationale islamique contre la Russie », par Thierry Meyssan, Télévision nationale syrienne, Réseau Voltaire, 12 août 2015.

[8] « Un appel à l'action sur la désinformation parrainée par l'État en Ukraine », Affaires mondiales Canada, 2 mars 2022.